

**ASSOCIATION DIOCESAINE**

**DE LANGRES**

11, rue des Platanes

**52000 CHAUMONT**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

**Christophe PETITJEAN**

Commissaire aux comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de l'Est

29 Boulevard de la Rochelle  
**55000 BAR LE DUC**

**CHRISTOPHE PETITJEAN**  
EXPERT-COMPTABLE DIPLÔMÉ  
INSCRIT AU TABLEAU DE LA RÉGION GRAND EST

COMMISSAIRE AUX COMPTES  
MEMBRE DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE EST

-----  
**29, Boulevard de la Rochelle**  
**55000 BAR LE DUC**

-----  
TEL : 03 29 79 04 42  
MAIL : [cpetitjean@fidurex.fr](mailto:cpetitjean@fidurex.fr)

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

### **ASSOCIATION DIOCÉSAINE DE LANGRES**

**11, rue des Platanes**  
**52000 CHAUMONT**

Au Conseil d'Administration de l'Association Diocésaine de LANGRES

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Conseil d'Administration, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Diocésaine de LANGRES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.



## **Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de mon rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Ainsi, je porte à votre connaissance la note de l'annexe annuelle précisant notamment :

- Les règles et méthodes comptables applicables des legs et successions ainsi que leur présentation dans le compte de résultat et dans le bilan ;
- La prise en compte dans les présents comptes annuels des contributions volontaires en nature ;
- Le traitement comptable des immobilisations et des amortissements ;
- L'addition des comptes en provenance des différents services et entités résultant du droit canon (paroisses et doyennés). A cet égard, un de mes axes de contrôle a consisté à m'assurer par sondage de la prise en compte de l'ensemble de ces unités comptables autonomes et à la vérification de l'annulation des opérations réciproques entre ces entités.

Dans le cadre de mon appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, j'ai vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et je me suis assuré de leur correcte application.

Sur la base des éléments disponibles à ce jour, j'ai procédé à l'appréciation des approches retenues par l'association décrites dans l'annexe et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes concernant :

- L'évaluation des fonds dédiés et reportés
- Le traitement des immobilisations et des amortissements conformément à la législation en vigueur
- Et, le respect de la doctrine comptable pour la comptabilisation des legs.

De plus, en complément des diligences mises en œuvre pour m'assurer, par sondage, du respect des procédures recommandées par l'Association Diocésaine de LANGRES dans les paroisses, je me suis assuré de la qualité des documents comptables communiqués par les paroisses et des contrôles mis en œuvre par les services administratifs de la curie diocésaine.

Ces travaux n'ont pas révélé d'anomalies susceptibles de remettre en cause le traitement comptable adopté.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de l'économe diocésain et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale et du Conseil d'Administration sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction et à la gouvernance d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction et à la gouvernance d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de mes responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Bar le Duc, le 20 juin 2025

**Christophe PETITJEAN**  
**Commissaire aux comptes**

A handwritten signature in blue ink, consisting of several fluid, overlapping loops and strokes, positioned below the printed name and title.

# **ASSOCIATION DIOCÉSAINE DE LANGRES**

**11, rue des Platanes  
52200 CHAUMONT**

## **Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Bar-le-Duc le 20 juin 2025



**Christophe PETITJEAN**  
**Commissaire aux comptes**

**BILAN ACTIF**

EXERCICE : Du 01/01/2024 Au 31/12/2024

Période N-1 du 01/01/2023 Au  
31/12/2023

	BRUT	Prov./Amort	NET	NET N-1
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisation Incorporelles</b>				
Concessions, brevets et droits similaires	24 591,25	24 591,25	0,00	
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	285 257,30		285 257,30	285 257,30
Constructions	5 194 942,42	3 628 933,67	1 566 008,75	1 622 994,27
Installations Techniques, mat. outillages Industriels	339 180,55	279 063,01	60 117,54	65 314,73
Immobilisations corporelles en cours	17 319,65		17 319,65	17 319,65
<b>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</b>	<b>134 916,52</b>	<b>6 000,00</b>	<b>128 916,52</b>	<b>164 910,00</b>
<b>Immobilisations Financières</b>				
Participations et Créances rattachées	1 221,00		1 221,00	1 221,00
Prêts	30 103,24		30 103,24	30 561,28
Autres	1 124,22		1 124,22	1 399,22
<b>TOTAL (I)</b>	<b>6 028 656,15</b>	<b>3 938 587,93</b>	<b>2 090 068,22</b>	<b>2 188 977,45</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Créances</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	80 772,85		80 772,85	51 793,79
Créances reçues par legs ou donations	507 001,23		507 001,23	134 706,29
Autres	302 400,23	4 914,81	297 485,42	281 897,81
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	<b>5 804 435,47</b>	<b>113 404,00</b>	<b>5 691 031,47</b>	<b>5 396 340,56</b>
<b>Instruments de trésorerie</b>				<b>129,69</b>
<b>Disponibilités</b>	<b>1 809 179,35</b>		<b>1 809 179,35</b>	<b>1 407 187,62</b>
<b>Charges Constatées d'avance</b>	<b>17 442,75</b>		<b>17 442,75</b>	<b>7 131,45</b>
<b>TOTAL (II)</b>	<b>8 521 231,88</b>	<b>118 318,81</b>	<b>8 402 913,07</b>	<b>7 279 187,21</b>
<b>Frais d'émission des emprunts (III)</b>	<b>-1 745,08</b>		<b>-1 745,08</b>	
<b>Primes de remboursement des emprunts (IV)</b>				
<b>Ecarts de conversion actif (V)</b>				
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>14 548 142,95</b>	<b>4 056 906,74</b>	<b>10 491 236,21</b>	<b>9 468 164,66</b>



**BILAN PASSIF**

EXERCICE : Du 01/01/2024 Au 31/12/2024

Période N-1 du 01/01/2023 Au  
31/12/2023

	MONTANT	N-1
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds statutaires	3 869 437,45	3 861 086,90
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Réserves pour projet de l'entité	537 118,97	534 856,17
Report à nouveau	3 484 113,62	3 355 530,83
Excédent ou déficit de l'exercice	396 124,22	139 195,92
Subventions d'investissement	21 759,11	24 643,00
<b>TOTAL (I)</b>	<b>8 308 553,37</b>	<b>7 915 312,82</b>
<b>FONDS REPORTEES ET DEBIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	641 917,75	305 616,29
Fonds dédiés	604 248,56	378 891,40
<b>TOTAL (II)</b>	<b>1 246 166,31</b>	<b>684 507,69</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	640,00	640,00
Provisions pour charges	3 300,00	3 300,00
<b>TOTAL (III)</b>	<b>3 940,00</b>	<b>3 940,00</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 348,68	14 703,17
Emprunts et dettes financières diverses	645 673,62	626 180,12
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	57 616,56	71 653,80
Dettes des legs ou donations	2 956,61	2 956,61
Dettes fiscales et sociales	130 394,63	119 005,72
Autres dettes	91 586,43	24 988,65
Produits constatés d'avance		4 916,00
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>932 576,53</b>	<b>864 404,07</b>
<b>Ecarts de conversion passif (V)</b>		
COMPTES DE LIAISON		0,08
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V+VI)</b>	<b>10 491 236,21</b>	<b>9 468 164,66</b>



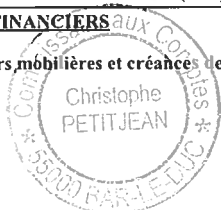


**COMPTE DE RESULTAT - CHARGES ET PRODUITS**

EXERCICE : Du 01/01/2024 Au 31/12/2024

Période N-1 du 01/01/2023 Au  
31/12/2023

	MONTANT	% P.R.	N-1	% P.R.	VARIATION	%
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>						
Cotisations			23,00		-23,00	-100
<b>Ventes de biens et services</b>						
Ventes de biens	310 265,16		273 290,47		36 974,69	14
dont ventes de dons en nature	23 999,24		22 786,64		1 212,60	5
Ventes de prestations de service	302 450,50		308 537,46		-6 086,96	-2
<b>Produits de tiers financeurs</b>						
Concours publics et subventions d'exploitation			12 576,97		-12 576,97	-100
<b>Ressources liées à la générosité du public</b>						
Dons manuels	1 078 298,22		1 100 888,40		-22 590,18	-2
Mécénats	270 952,15		268 204,10		2 748,05	1
Legs, donations et assurances-vie	1 134 532,79		64 752,73		1 069 780,06	1652
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	40 032,30		69 331,63		-29 299,33	-42
Utilisations des fonds dédiés	212 597,06		63 630,66		148 966,40	234
Autres produits	402 829,23		338 195,49		64 633,74	19
<b>Total I</b>	<b>3 751 957,41</b>		<b>2 499 430,91</b>		<b>1 252 526,50</b>	<b>50</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>						
Achats de marchandises	134 543,18		133 858,85		684,33	1
Autres achats et charges externes	1 209 061,34		1 162 761,84		46 299,50	4
Aides financières	82 934,81		10 650,92		72 283,89	679
Impôts, taxes et versements assimilés	46 803,04		45 635,89		1 167,15	3
Salaires et traitements	826 948,00		770 687,74		56 260,26	7
Charges sociales	235 789,41		200 700,46		35 088,95	17
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	167 367,84		185 427,93		-18 060,09	-10
Reports en fonds dédiés	767 137,51		23 912,20		743 225,31	3108
Autres charges	40 405,01		8 906,12		31 498,89	354
<b>Total II</b>	<b>3 510 990,14</b>		<b>2 542 541,95</b>		<b>968 448,19</b>	<b>38</b>
<b>I. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>240 967,27</b>		<b>-43 111,04</b>		<b>284 078,31</b>	<b>-659</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	166 170,62		40 985,53		125 185,09	305



**COMPTE DE RESULTAT - CHARGES ET PRODUITS**

EXERCICE : Du 01/01/2024 Au 31/12/2024

Période N-1 du 01/01/2023 Au  
31/12/2023

	MONTANT	% P.R.	N-1	% P.R.	VARIATION	%
Autres intérêts et produits assimilés	86 770,50		22 067,86		64 702,64	293
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	12 443,79		11 564,28		879,51	8
<b>Total III</b>	<b>265 384,91</b>		<b>74 617,67</b>		<b>190 767,24</b>	<b>256</b>
<b><u>CHARGES FINANCIERES</u></b>						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	97 553,83				97 553,83	
Intérêts et charges assimilées	1 373,51		1 547,71		-174,20	-11
<b>Total IV</b>	<b>98 927,34</b>		<b>1 547,71</b>		<b>97 379,63</b>	<b>6292</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>166 457,57</b>		<b>73 069,96</b>		<b>93 387,61</b>	<b>128</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>407 424,84</b>		<b>29 958,92</b>		<b>377 465,92</b>	<b>1260</b>
<b><u>PRODUITS EXCEPTIONNELS</u></b>						
Sur opérations de gestion	4 180,03		106 362,91		-102 182,88	-96
Sur opérations en capital	93 498,63		16 562,77		76 935,86	465
<b>Total V</b>	<b>97 678,66</b>		<b>122 925,68</b>		<b>-25 247,02</b>	<b>-21</b>
<b><u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u></b>						
Sur opérations de gestion	7 874,20		7 989,54		-115,34	-1
Sur opérations en capital	99 061,39		3 430,14		95 631,25	2788
<b>Total VI</b>	<b>106 935,59</b>		<b>11 419,68</b>		<b>95 515,91</b>	<b>836</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>-9 256,93</b>		<b>111 506,00</b>		<b>-120 762,93</b>	<b>-108</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)	2 043,69		2 269,00		-225,31	-10
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>4 115 020,98</b>		<b>2 696 974,26</b>		<b>1 418 046,72</b>	<b>53</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>3 718 896,76</b>		<b>2 557 778,34</b>		<b>1 161 118,42</b>	<b>45</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>396 124,22</b>		<b>139 195,92</b>		<b>256 928,30</b>	<b>185</b>
<b><u>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</u></b>						
Dons en nature						
Prestations en nature						
Bénévolat						
<b><u>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</u></b>						
Secours en nature						
Mises à disposition gratuite de biens						
Prestations en nature						
Personnel bénévole						



# **ASSOCIATION DIOCÉSAINE DE LANGRES**

## **ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS**

**Année 2024**

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2024, dont le total est de 10 491 236 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un bénéfice de 396 124 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été établis le 20/06/2024 par les dirigeants de l'association.

### **SOMMAIRE**

1. Objet Social
2. Faits caractéristiques de l'exercice.
3. Événements significatifs postérieurs à la clôture de l'exercice.
4. Dérogations éventuelles.
5. Règles et méthodes comptables.
6. Changement de méthodes
7. Immobilisations corporelles et incorporelles
8. État des échéances des créances et des dettes.
9. Dépréciation des valeurs mobilières de placement.
10. Produits à recevoir.
11. Charges à payer.
12. Charges et produits constatés d'avance.
13. Charges à répartir sur plusieurs exercices.
14. Informations sur les Fonds Propres
15. Périmètre d'intégration et description de la méthode d'intégration.
16. Tableau des effectifs.
17. Information sur les legs.
18. Engagements hors bilan donnés ou reçus.
19. Autres informations



## **1. Objets Social**

**Art. 2** – L'Association a pour but de subvenir aux frais et à l'entretien du culte catholique, sous l'autorité de l'évêque, en communion avec le Saint-Siège, et conformément à la constitution de l'Église catholique.

Le fonctionnement de l'Association sera donc réglé par les présents statuts et en conformité avec les lois canoniques.

En cas de difficultés, le président de l'Association aura soin d'en informer le Saint-Siège.

**Art. 3** – Par l'application de l'article 2 ci-dessus, l'Association se propose, en particulier, les objets suivants :

1. l'acquisition ou la location et l'administration des édifices qu'elle jugera opportun d'avoir à sa disposition en vue de l'exercice public du culte catholique dans le diocèse ;
2. l'acquisition ou la location et l'administration des immeubles destinés au logement de l'évêque, des bureaux de l'évêché, des curés et des vicaires, ainsi que des prêtres âgés ou infirmes ;
3. pourvoir au traitement d'activité et, éventuellement, de retraite des ecclésiastiques occupés au ministère par nomination de l'autorité compétente, ainsi qu'aux honoraires dus aux prédicateurs et aux salaires des employés de l'Église ;
4. l'acquisition ou la location et administration temporelle du Séminaire et ses annexes.

Les ressources de l'association sont :

- 1/ les cotisations de ses membres
- 2/ les produits des troncains ainsi que des quêtes et collectes autorisées par l'Evêque pour les besoins de l'association
- 3/ les revenus des fondations pour cérémonies et services religieux
- 4/ dans les églises dont l'association est propriétaire, l'administration ou la jouissance, les rétributions ou les offrandes, notamment à l'association des cérémonies et services religieux
- 5/ le revenu de ses biens meubles et immeubles
- 6/ les produits des dons, des legs et généralement toutes les ressources qui ne sont pas interdites par la loi

Enfin, la plupart des lieux de Culte font l'objet d'une affectation perpétuelle à l'Evêque ou aux curés pour l'exercice du culte.

L'association diocésaine de Langres reste néanmoins propriétaire de quelques lieux de culte dont elle assume l'entretien.

## **2. Faits caractéristiques de l'exercice.**

L'année 2024 s'est terminée par un résultat bénéficiaire de 396 124 €, dont 386 122 € pour la Curie.

Elle a été marquée par les faits suivants :

- au niveau immobilier, par la cession du bien légué à Coublanc, et celui sis à Ceffonds de la succession Petit

- les investissements immobiliers ont été de 166 426 €.



- au niveau financier, il y a eu cession du portefeuille confié à Stratégis et mise en place de comptes à termes pour 1300k€.

- au niveau exceptionnel, pas de mouvement significatif.

Au niveau du personnel, il y a eu

- 1 départ en retraite : Didier GONNET
- 1 départ en démission : Anne BAROCHE
- 1 arrivée : Guillaume GIRON

L'effectif au 31/12/2024 est en baisse avec 17 salariés (1 inscrit en moins) pour 13.78 Equivalents Temps Pleins (ETP).

### **3. Événements significatifs postérieurs à la clôture de l'exercice.**

Une contribution au fonds SELAM de 50K€ a été provisionnée sur 2024 qui sera suivi sur 2025 de nouvelles contributions supérieures.

### **4. Dérogations éventuelles.**

Aucunes.

### **5. Règles et méthodes comptables.**

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément :

- aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général (art. 833-1 à 833-20)
- aux dispositions particulières figurant dans le règlement ANC n°2018-06 modifié par le règlement ANC n° 2020-08.
- aux dispositions particulières figurant dans le règlement ANC 2019-04 du 8 novembre 2019.

Ces règlements succèdent au règlement CRC 99-01 et sont applicables aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Le passage du règlement CRC n° 99-01 aux règlements ANC n°2018-06 et 2019-04 engendre des changements de méthodes nécessitant des informations spécifiques ci-après mentionnées.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

## **6. Changement de méthodes.**

Pas de changement sur l'exercice.

## **7. Immobilisations corporelles et incorporelles.**

Distinction charges/immobilisations :

Un seuil de 3.800 € a été défini par les services de l'économat de l'association diocésaine de Langres afin d'enregistrer les dépenses des paroisses excédants ce seuil en immobilisation.

Les immeubles inscrits à l'actif du bilan de la curie diocésaine comprennent à la fois les immeubles diocésains et les immeubles paroissiaux.

Depuis l'exercice 2020, les dépenses immobilisées en provenance des paroisses sont tout d'abord comptabilisées dans un compte de Liaison 181 au niveau de la comptabilité paroissiale, la curie prend en compte les investissements réalisés par les paroisses dans ses comptes en utilisant un compte de liaison qui se trouve soldé lors des écritures d'annulation des opérations réciproques.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

• Gros œuvre	40 ans
• Toitures et fenêtres	30 ans
• Agencements, électricité et plomberie	20 ans
• Aménagements	2 à 20 ans
• Matériels	4 à 10 ans
• Mobilier	5 à 10 ans
• Matériel de bureau et informatique	1 à 4 ans

Les biens immobiliers font l'objet d'un éclatement, soit forfaitaire (50% gros œuvre, 25% toiture + fenêtres, 25% électricité + plomberie + agencement) pour les biens anciens, soit en éléments plus précis d'après les factures correspondantes pour les biens plus récents (gros œuvre, toiture, menuiserie, électricité, plomberie, papier/peinture ...).



## Etats de l'Actif Immobilisé 2024

CADRE A : IMMOBILISATIONS		Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
			Par virt ou apport partiel d'actif	Acquisitions créations
Frais d'établissement TOTAL 1				
Autres postes d'immo. incorporelles TOTAL 2		24 591		
Terrains		285 257		
Constructions sur sol propre		4 977 516		68 737
Constructions sur sol d'autrui		141 860		26 864
Constructions, installations générales, agencement.		0		
Installations techniques, matériel et outillage ind.		0		
Installations générales & aménagements divers		0		
Matériel de transport		19 550		
Matériel de bureau et informatique, mobilier		305 311		15 318
Emballages récupérables et divers		0		
Immobilisations corporelles en cours		17 320		
Biens reçus des Legs		170 910		55 507
TOTAL 3		5 917 724	0	166 426
Participations évaluées par mise en équivalence		0		
Autres participations		1 221		
Autres titres immobilisés		0		
Prêts & autres immobilisations financières		31 960		8 250
TOTAL 4		38 181		8 250
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)		5 975 496	0	174 676

CADRE B IMMOBILISATIONS		Diminutions		Valeur brute des immobilisations	Réévaluation légale ou évaluation par mise en équivalence
		Par virement	Par cession ou mise au rebut	en fin d'exercice	Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice
Frais d'établissement TOTAL 1					
Autres postes d'immo. incorporelles TOTAL 2				24 591	
Terrains				285 257	
Constructions	sur sol propre		20 035	5 026 218	
	sur sol d'autrui			168 724	
	Inst. gales., agencts. et am. const.			0	
Installations techniques matériel et outillage				0	
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements & aménagements div.			0	
	Matériel de transport			19 550	
	Matériel de bureau & informatique		999	319 630	
	Emballages récupérables & divers			0	
Immobilisations corporelles en cours				17 320	
Avances & acomptes					
Biens reçus des Legs			91 500	134 917	
TOTAL 3		0	112 534	5 971 616	
Participations évaluées par mise en équivalence				0	
Autres participations				1 221	
Autres titres immobilisés				0	
Prêts & autres immobilisations financières			8 983	31 227	
TOTAL 4			8 983	32 448	
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)		0	121 517	6 028 655	





## Etat des amortissements 2024

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE			
Immobilisations amortissables		Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement					
TOTAL 1					
Autres immobilisations incorporelles		24 591			24 591
TOTAL 2		24 591	0	0	24 591
Terrains					
Constructions	sur sol propre	3 412 170	136 929	14 933	3 534 166
	sur sol d'autrui	84 212	10 556		94 768
	installations générales				0
Installations techniques, matériel et outillage industriels					0
Autres immobilisations corporelles	Aménagements divers				0
	Matériel de transport	16 123	1 600		17 723
	matériel de bureau	243 424	18 283	367	261 340
	emballages récupérables				
Biens reçus par Legs		6 000			6 000
TOTAL 3		3 761 928	167 368	15 300	3 913 996
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3)		3 786 520	167 368	15 300	3 938 588

## 8. État des échéances des créances et des dettes 2024.

CADRE A	ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an
Prêts		30 103	9 253	20 850
Autres immobilisations financières		1 124		1 399
Clients douteux ou litigieux		4 284		4 284
Autres créances clients		80 773	80 773	
Personnel et comptes rattachés		0		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		0	0	
État et autres collectivités	Impôt sur les bénéfices			
	Autres impôts, taxes et versements assimilés	0	0	
	Divers			
Fournisseurs débiteurs		18 730	18 730	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations)		543 484	543 484	
Produits à recevoir		247 187	247 187	
Charges constatées d'avance		17 443	17 443	
TOTAUX		943 128,43	916 870,23	26 533,20





<b>CADRE B</b>	<b>ÉTAT DES DETTES</b>	<b>Montant brut</b>	<b>À un an au plus</b>	<b>À plus d'un an et 5 ans au plus</b>	<b>À plus de cinq ans</b>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 2 ans max. à l'origine		0	0	
	à plus de 2 ans à l'origine	4 348	4 348		0
Emprunts et dettes financières divers		244 858			244 858
Fournisseurs et comptes rattachés		57 617	57 617		
Personnel et comptes rattachés		36 021	36 021		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		87 125	87 125		
État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices				
	Autres impôts, taxes et assimilés	7 248	7 248		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Autres dettes (Messes à célébrer+carnets de Lourdes )		336 369	4 425	331 944	
Autres Charges à payer et cptes à régulariser		158 990	158 990		
Produits constatés d'avance		0	0		
<b>TOTAUX</b>		<b>932 576</b>	<b>355 774</b>	<b>331 944</b>	<b>244 858</b>

## 9. Dépréciation des valeurs mobilières de placement.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les dépréciations des valeurs mobilières de placement comprennent également les provisions constatées sur les autres supports monétaires.

Le montant total des dépréciations constatées au 31/12/2024 s'élève à 109 656 €

Le montant des plus-values latente liées aux valeurs mobilières de placement représente 1 219 948€ contre 972 486€ au 31/12/2023.

## 10. Produits à recevoir 2024

<b>Poste</b>	<b>Montant</b>
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	173 656,00
Disponibilités	73 531,00
<b>TOTAL</b>	<b>247 187,00</b>



### 11. Charges à payer 2024.

Poste	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	44 164
Dettes fiscales et sociales	51 120
Autres dettes	89 720
<b>TOTAL</b>	<b>185 004</b>

### 12. Charges et produits constatés d'avance 2024.

Poste	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	17 443	0
Charges / Produits financiers	0	0
Charges / Produits exceptionnels	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>17 443</b>	<b>0</b>

### 13. Charges à répartir sur plusieurs exercices.

Aucune.

### 14. Informations sur les Fonds Propres

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES					
Variation des fonds propres	À l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	À la clôture de l'exercice 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	3 861 087	8 351			3 869 438
Réserves	534 856	2 262			537 119
Report à nouveau	3 355 531	128 583			3 484 114
Excédent ou déficit de l'exercice	139 196	-139 196	396 124		396 124
<b>Situation nette</b>	<b>7 890 670</b>	<b>0</b>	<b>396 124</b>	<b>0</b>	<b>8 286 794</b>
Fonds reportés liés aux Legs	305 616		548 899	212 597	641 918
Fonds dédiés	378 891		225 357		604 248
<b>TOTAL</b>	<b>8 575 178</b>	<b>0</b>	<b>1 170 380</b>	<b>212 597</b>	<b>9 532 961</b>

L'augmentation des fonds propres est essentiellement due à l'apport de l'excédent de l'exercice et d'un fonds dédié à la Cathédrale de Langres et le report des fonds légués.



## **15. Périmètre d'intégration et description de la méthode d'intégration.**

Les comptes de l'Association Diocésaine comprennent : les services généraux et administratifs, les services des Pèlerinages, des Vocations, les Aumôneries de l'Enseignement Public, les Aumôneries des hôpitaux, la revue La Vie Diocésaine, l'Hospitalité de Lourdes, les services de Pastorale des Jeunes, ainsi que les Services de la Formation Permanente, de la Pastorale de la Santé, de la Pastorale de la Famille, de la Pastorale Liturgique et Sacramentelle, de la Chancellerie, du Catéchuménat et de la Communication qui n'ont pas de comptabilité indépendante.

Les comptes des 31 paroisses et de 4 ensembles inter-paroissiaux sont agrégés aux comptes de la Curie Diocésaine afin de former les comptes annuels de l'Association Diocésaine. Afin d'éviter une double comptabilisation de certaines opérations, toutes les opérations réciproques significatives sont retraitées.

## **16. Tableau des effectifs en 2024.**

CATEGORIES	EFFECTIF			EFFECTIF EQUIVALENT
	Hommes	Femmes	Total	Temps Plein
Prêtres	31	0	31	31
Laïcs	3	14	17	13,78
TOTAL	34	14	48	44 7/9

## **17. Information sur les legs.**

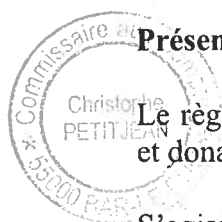
Les legs enregistrés en produits sont ceux qui ont été authentifiés par acte notarié et accepté par le CA de l'ADL.

- Les actifs et passifs provenant de legs ou donations sont enregistrés au bilan, dès la date d'acceptation ou à la date d'entrée en jouissance de la libéralité si celle-ci est postérieure, ou à la date de levée de la dernière condition suspensive. La contrepartie est inscrite en produits, sauf s'il existe une stipulation de l'auteur de la libéralité de renforcer les fonds propres de l'association.
- A la clôture de l'exercice, les libéralités constatées en produits au cours de l'exercice et dont certains actifs à céder ne sont pas encore réalisés ou certains actifs financiers n'ont pas été reçus ou transférés donnent lieu à une écriture au passif du bilan en fonds reportés, avec pour contrepartie une charge. Ces fonds seront repris et constatés en produits au cours des exercices suivants, au fur et à mesure des encaissements et décaissements liés à la réalisation de la libéralité.
- La partie des libéralités constatées en produits au cours de l'exercice et affectée par l'auteur de la libéralité à un projet particulier et défini, qui n'est pas encore utilisée à la clôture de l'exercice, est inscrite au passif du bilan en fonds dédiés, avec pour contrepartie une charge.

### **Présentation des legs dans les comptes annuels :**

Le règlement ANC n°2018-06 prévoit des comptes et rubriques spécifiques s'agissant des legs et donations (hors donation temporaire d'usufruit).

S'agissant du compte de résultat, les charges et produits liés aux libéralités sont présentés en net dans la rubrique « legs, donations et assurances-vie » qui regroupe les comptes suivants :



<b>PRODUITS DES LEGS</b>	<b>MONTANTS</b>
Montant perçu au titre d'assurances-vie	352 770 €
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9	781 763 €
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations	89 814 €
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	212 597 €
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>1 436 944 €</b>
<b>CHARGES DES LEGS</b>	
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	91 500 €
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Montant de la rubrique de charges « Legs ou donations » définie à l'article 213-9	<b>37 884 €</b>
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	548 899 €
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>678 282 €</b>
<b>RESULTAT DES LEGS</b>	<b>758 661 €</b>



S'agissant du bilan, les legs et donations sont présentés dans les rubriques spécifiques suivantes : 2

<b>ACTIF</b>	<b>Valeur Brute</b>	<b>Dépréciations</b>	<b>Valeur Nette</b>
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	134 916	6 000	128 916
Créances reçues par legs ou Donations	507 002	0	507 002
Trésorerie issue des legs assortis de conditions d'utilisation	595 836	0	595 836
<b>Total actif lié aux legs et donations</b>	<b>1 237 754</b>	<b>6 000</b>	<b>1 231 753</b>
<b>PASSIF</b>	<b>Montants</b>		
Fonds dédiés et/ou reportés	1 237 754		
Dettes des Legs ou donations	0		
Provision sur charges	0		
<b>Total passif lié aux legs et donations</b>	<b>1 237 754</b>		

#### **18. Engagements hors bilan donnés ou reçus.**

##### **Indemnités de fin de carrière :**

L'association applique convention collective diocésaine qui définit le statut collectif et les conditions d'emploi du personnel salarié laïc lié par un contrat de travail à l'une des associations membres de l'UES du diocèse de LANGRES.

Cette convention collective prévoit une indemnité de départ à la retraite correspondant à :

- un demi mois de salaire après de 10 ans d'ancienneté
- un mois de salaire après 15 ans d'ancienneté
- un mois et demi de salaire après 20 ans d'ancienneté
- deux mois de salaires après 30 ans d'ancienneté.

L'association n'a pas constaté ses engagements sous forme de provision.

Le montant des indemnités chargées estimées sur la base d'un départ de tous les salariés à la date de clôture s'élèverait à environ 18 147 €.

Cette évaluation a consisté à calculer l'indemnité de départ en retraite de chaque salarié présent au 31/12/2024 lorsqu'il atteindra l'âge de 65 ans. Le montant ainsi obtenu a été proratisé en fonction de l'ancienneté constatée à la clôture de l'exercice. Les charges sociales et fiscales ont été prises en compte pour un taux de 50%.

#### **19. Autres informations**

L'Association Diocésaine de Langres bénéficie en outre de l'assistance de très nombreuses personnes bénévoles. L'Association Diocésaine n'a pas valorisé ce bénévolat car ces contributions ne peuvent être évaluées avec suffisamment de fiabilité quant au nombre de personnes concernées et d'heures effectuées.

La CEF a émis début 2021 une première recommandation sur la présentation de la contribution des bénévoles (CVN), introduite par le Nouveau Règlement comptable 2018-06. La Commission

Financière et le Conseil Permanent de la CEF ont précisé la recommandation sur les CVN dans les termes suivants :

*Au sujet des dispositions de l'article 211-4 du règlement 2018-06, la Conférence des Évêques de France considère que les missions bénévoles réalisées en Église résultent du statut de baptisés qu'elles ne font que traduire en actes.*

*En conséquence, le recensement et la valorisation de ces missions bénévoles dans les comptes des Associations Diocésaines ne seraient pas compatibles avec ce statut.*

*Elle recommande donc de ne pas comptabiliser ces missions et d'en faire une simple mention dans l'annexe.*

Au 31/12/2021, le montant estimé des Bénévoles présents sur le diocèse est d'environ 700 personnes et n'a pas été réévalué depuis.

